



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

N° 18
Du 6 avril 2016

RECUEIL DES

ACTES

ADMINISTRATIFS

SECRETARIAT GÉNÉRAL
DIRECTION DES RESSOURCES DE LA
PRÉFECTURE
Service de la Stratégie Budgétaire
et Immobilière
Ahlème CAREME
03.80.44.65.28
ahlème.careme@cote-dor.gouv.fr

La version de ce recueil peut être consultée sur le site internet de la préfecture :
<http://www.cote-dor.gouv.fr> – Rubrique Publications/Recueils des Actes Administratifs

S O M M A I R E

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES – BUREAU ENVIRONNEMENT, URBANISME ET EXPROPRIATIONS

- ARRETE PREFECTORAL portant approbation de la modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Semur-en-Auxois.....3
- Arrêté préfectoral n° 618 du 15 mars 2016 portant modification de la composition de la Commission de suivi de site (CSS) du Centre de stockage de déchets non dangereux (CSDND) de Millery et Vic-de-Chassenay.....4

PÔLE INSTALLATIONS CLASSÉES

- ARRETE PREFECTORAL D'ENREGISTREMENT n° 730 du 17 mars 2016 GAEC DES 3 COMMUNES 2 RD 119 21500 ERINGES.....7
- ARRETE PREFECTORAL N° 716 du 17 mars 2016 autorisant la SARL GEVREY COMPOST à exploiter une plate-forme de compostage sur la commune de Gevrey-Chambertin (21220).....11
- Arrêté Préfectoral du 30 mars 2016 portant enregistrement Société SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE Commune de DIJON (21000) Installations de DIJON-EPIREY - Rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées.....38

SOUS-PREFECTURE DE MONTBARD

- ARRETE PREFECTORAL du 31 mars 2016 PORTANT EXTENSION DU PERIMETRE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE SEMUR EN AUXOIS.....42

FRANCE DOMAINE

- CONVENTION D'UTILISATION PENITENTIAIRE N° 021-2016-0119 DU 10 MARS 2016.....43
- CONVENTION D'UTILISATION PENITENTIAIRE N° 021-2016-0118 du 10 mars 2016.....46

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE PRÉSERVATION ET AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE - BUREAU CHASSE-FORÊT

- ARRETE PREFECTORAL DU 31 MARS 2016 PORTANT APPLICATION DU REGIME FORESTIER.....50

SERVICE DE L'EAU ET DES RISQUES

- ARRETE PREFECTORAL n°746 du 22 mars 2016 portant modification de la composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de l'Ouche.....51
- ARRETE PREFECTORAL n°747 du 22 mars 2016 portant modification de la composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Vouge.....52

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE BOURGOGNE

DIRECTION DE L'ORGANISATION DES SOINS

Décision n° DOS/ASPU/051/2016 du 31 mars 2016 autorisant Madame Mathilde LAVOISIER, docteur en médecine, à assurer la détention, le contrôle, la gestion et la dispensation des médicaments de l'antenne du centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) « TIVOLI » sise 10 avenue Charles Jaffelin à BEAUNE (21200).....54

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

ARRÊTÉ du 1er avril 2016 PORTANT AGRÉMENT d'entreprise solidaire d'utilité sociale.....55

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION du 4 avril 2016 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n° SAP/532315280 -

Déclaration formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....56

RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION du 4 avril 2016 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n° SAP/489169615 -

Déclaration formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail.....56

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DÉLÉGUÉE DE LA COHÉSION SOCIALE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 4 du 14 mars 2016 portant abrogation de l'arrêté n°198/SG du 13 mars 2011 portant création d'une régie d'avances auprès du directeur départemental de la cohésion sociale de la Côte d'Or.....57

PREFECTURE***DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES – BUREAU ENVIRONNEMENT, URBANISME ET EXPROPRIATIONS***

ARRETE PREFECTORAL portant approbation de la modification du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Semur-en-Auxois

VU le code du patrimoine ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 313-1 et R.313-2 à R.313-16 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 décembre 1998 créant et délimitant le secteur sauvegardé de la ville de Semur-en-Auxois ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2013 portant approbation du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Semur-en-Auxois ;

VU l'avis favorable de la commission locale du secteur sauvegardé de Semur-en-Auxois du 8 octobre 2015 concernant les projets de modification 1 et 2 du plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ;

VU les délibérations du 15 octobre 2015 du conseil municipal de SEMUR EN AUXOIS autorisant le maire à solliciter auprès du préfet les modifications 1 et 2 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) du secteur sauvegardé de SEMUR EN AUXOIS ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2015 portant ouverture d'une enquête publique préalable à l'approbation des modifications 1 et 2 du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Semur-en-Auxois ;

VU le rapport et les conclusions favorables assorties de réserves du commissaire enquêteur remis le 19 janvier 2016 ;

VU l'avis favorable du Directeur Régional des Affaires Culturelles du 29 janvier 2016 ;

VU la décision d'examen au cas par cas du 4 mars 2016 par laquelle l'autorité environnementale a dispensé d'évaluation environnementale les projets de modification du PSMV du secteur sauvegardé de Semur-en-Auxois, en application de l'article R122-18 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les observations issues de l'enquête publique et les modifications demandées par le commissaire enquêteur ont été prises en compte,

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRETE**Article 1er :**

Les modifications 1 et 2 du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de la commune de Semur-en-Auxois sont approuvées telles qu'annexées au présent arrêté.*

Le dossier comprend :

- a – une notice explicative des modifications 1 et 2 qui complète le rapport de présentation ;
- b – le règlement modifié ;
- c – l'extrait de plan modifié correspondant à la modification n° 2.

Le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé pourra être consulté au service territorial de l'architecture et du patrimoine, à la direction départementale des territoires, à la mairie de Semur-en-Auxois.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte d'Or. Il sera en outre affiché à la mairie de Semur-en-Auxois pendant un mois et fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du Préfet de la Côte d'Or. Cette démarche proroge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois suivant la réponse.

Article 4 :

La secrétaire générale de la préfecture de la Côte-d'Or et le maire de Semur-en-Auxois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Dijon, le 30 mars 2016

La préfète,
Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale

Signé : Marie-Hélène VALENTE

* Les annexes sont consultables auprès du service concerné.

Arrêté préfectoral n° 618 du 15 mars 2016 portant modification de la composition de la Commission de suivi de site (CSS) du Centre de stockage de déchets non dangereux (CSDND) de Millery et Vic-de-Chassenay

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L125-1-2, R125-5, R125-8, R125-8-1 à R125-8-5 ;

VU le Code du travail et notamment l'article L2411-1 ;

VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006 modifié autorisant la société ECOPOLES SERVICES à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Millery et de Vic-de-Chassenay ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2013 portant création de la Commission de suivi de site (CSS) du Centre de stockage de déchets non dangereux (CSDND) de Millery et Vic-de-Chassenay

VU l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2015 portant mutation de l'autorisation d'exploiter au profit de la société COVED ;

CONSIDERANT l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT la nomination de M. Dominique BERTHELIN comme directeur des Exploitations Bourgogne Champagne Ardenne en remplacement de M. Guillaume PERREIN ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1

L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 28 octobre 2013 est modifié comme suit :

Présidence et composition de la Commission de suivi de site :

Collège "administrations de l'Etat" - 4 représentants

- le Préfet ou son représentant, qui assure la présidence de la CSS,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ou son représentant,
- le Directeur départemental de la protection des populations (DDPP) ou son représentant,

- le Directeur général de l'Agence régionale de santé (ARS) ou son représentant.

Collège "élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés" - 5 représentants (sans changement)

- le Maire de la commune de Millery ou son représentant,
- le Maire de la commune de Vic-de-Chassenay ou son représentant,
- le Maire de la commune de Genay ou son représentant,
- le Maire de la commune de Semur-en-Auxois ou son représentant,
- le Président de la Communauté de communes du Sinémurien ou son représentant.

Collège "exploitant" - 3 représentants

- titulaires
M. Thibaut DAOUST : responsable d'exploitation de l'ISDND de Vic-de-Chassenay
M. Dominique BERTHELIN : directeur des Exploitations Bourgogne Champagne Ardenne
M. Julien FOURIER, responsable installations classées

- suppléants
M. Eric TEILHARD, Directeur de région,
M. Philippe de VILLENEUVE, Directeur études et process

Collège "salariés" : formalité impossible, aucun salarié protégé au titre de l'article L.2411-1 du code du travail sur le site (sans changement)

Collège "riverains ou associations de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission a été créée" - 5 représentants (sans changement)

- pour l'association pour la sauvegarde du patrimoine de l'Auxois
titulaire : M. Richard RACINE
suppléant : M. Christian SAUVAGEOT

- pour l'association Auxois écologie :
titulaire : M. Denis GUIDARD
suppléant : M. André RISETTI

- pour l'association "agrée au titre de la protection de l'environnement" *UFC-Que Choisir*
titulaire : M. Pierre LIBANORI

suppléant : M. Jean CABBILLARD

- pour les riverains : commune de Millery:
titulaire : M. Christian CHARLES
suppléant : M. Marcel CHARLES
- pour les riverains : commune de Vic-de-Chassenay
titulaire : M. Pierre GROEN
suppléant : M. Sébastien GROEN

Personnalités qualifiées – 3 représentants

- le représentant de la Direction départementale des services d'incendie et de secours (SDIS),
- le représentant du SIAEPA de Semur-en-Auxois,
- M. Thierry LORET, Conducteur d'engins CSDND Vic-de-Chassenay,
ou M. Jean-Michel ROSE, Conducteur d'engins CSDND Vic-de-Chassenay.

En outre, sur décision de son président, la CSS peut entendre toute personne extérieure dont l'audition est de nature à éclairer ses délibérations. Les experts entendus n'ont pas voix délibérative. L'intervention d'un expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article R512-7 du Code de l'environnement relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

Article 2

L'alinéa 7 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral susvisé du 28 octobre 2013 est modifié comme suit :

En cas de vote, chacun des 5 collèges mentionnés à l'article 2 bénéficie du même poids dans la prise de décision. Ainsi, en application de l'article R125-8-4 du Code de l'environnement, les modalités des votes sont arrêtées comme suit, chaque collègue bénéficiant de 60 voix au total :

- 15 voix par membre du collège "administrations de l'Etat",
- 12 voix par membre du collège "élus des collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale concernés",
- 20 voix par membre du collège "exploitant",
- - voix par membre du collège "salariés",
- 12 voix par membre du collège "riverains ou associations pour la protection de l'environnement",
- 20 voix **par personnalité qualifiée.**

En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante en application du décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 susvisé.

Le reste sans changement.

Article 3 : Exécution

La Secrétaire générale de la Préfecture et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Côte-d'Or et dont une copie sera adressée, à titre de notification, à

chacun des membres de la Commission de suivi de site du CSDND de Vic-de-Chassenay et Millery.

Fait à Dijon, le 15 mars 2016

La Préfète
Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire générale

Signé Marie-Hélène VALENTE

PÔLE INSTALLATIONS CLASSÉES

ARRETE PREFECTORAL D'ENREGISTREMENT n° 730 du 17 mars 2016 GAEC DES 3 COMMUNES 2 RD 119 21500 ERINGES

Représenté par Mme LEPY, M. LEPY et M MAUGET
Installation classée pour l'environnement
Rubrique 2101-2-b : Élevage de bovins – Vaches laitières

VU le code de l'environnement, et notamment son livre V titre 1^{er}, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le SAGE de l'Armançon adopté par arrêté inter-préfectoral du 6 mai 2013

VU l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

VU l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté du 24 juin 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Bourgogne ;

VU l'arrêté préfectoral DSV n°09 du 16 septembre 1996 autorisant le GAEC des 3 communes à exploiter un élevage laitier à Eringes

VU l'arrêté préfectoral complémentaire DDPP n°13 du 20 juillet 2011 autorisant le GAEC des 3 Communes à augmenter son cheptel suite à un regroupement d'exploitations ;

VU la demande présentée le 21 octobre 2014 complétée le 9 juin 2015 par le GAEC des 3 communes, 2 RD 119 à ERINGES (21500), en vue d'obtenir l'enregistrement d'un élevage laitier; dans le cadre d'une régularisation administrative

VU le dossier technique annexé à la demande

VU l'arrêté préfectoral du 10 août 2015 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement peut être consulté

VU les observations du public recueilli entre le 7 septembre et le 05 octobre 2015

VU les avis et observation des conseils municipaux consultés, reçus avant le 20 octobre 2015

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 février 2016;

CONSIDERANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescription générales susvisés et que le respect de celle-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement

CONSIDERANT la demande déposée par le GAEC des 3 Communes

CONSIDERANT que l'impact de l'activité du GAEC sur son environnement ne justifie pas le basculement en procédure d'autorisation,

SUR proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture,

ARRÊTE**TITRE 1 - PORTEE, CONDITIONS GENERALES****CHAPITRE 1.1 – BENEFICIAIRE ET PORTÉE****Article 1.1.1 - EXPLOITANT, DUREE, PEREMPTION**

L'élevage laitier exploitée par la GAEC des 3 Communes dont le siège social est situé 2 route départementale n°119 sur la commune d'Eringes (21500) faisant l'objet de la demande susvisée du 21 octobre 2014 modifié le 9 juin 2015, est enregistré.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (art R512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2 – NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**ARTICLE 1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES**

N°	Nature de l'activité	Quantité	Classement
2101-2-b	Elevage de bovins Vaches laitières	200 vaches	E

E (régime de l'enregistrement) – D (régime de la déclaration)

ARTICLE 1.2.2 - LOCALISATION DE L'ETABLISSEMENT

Cette installation et ses annexes sont localisées de la manière suivante :

Commune	Sites	section	Numéros
ERINGES	1 (principal)	ZA	71 - 73 - 75
	2 (secondaire)	AB	90 – 91 – 92 – 93 – 94 -96
		----- ZD	----- 1

MASSINGY LES VITTEAUX	3 (secondaire)	ZI	8 – 52
		-----	-----
		AB	83 – 84 – 324 – 322 – 86 - 299

Les installations mentionnées à l'article 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITE AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 1 .3.1 - CONFORMITE AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande reçue le 21 octobre 2014 complétée le 9 juin 2015.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement au titre de la rubrique 2101-2 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement.

CHAPITRE 1.4 – MISE A L'ARRET DEFINITIF

ARTICLE 1.4.1 - MISE A L'ARRET DEFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant les dispositions de l'article R512-46-25 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1 – PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux DSV n°9 du 16 septembre 1996 et DDPP n°13 du 20 juillet 2011 sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.2 – ARRETES MINISTERIELS DE PRESCRIPTIONS GENERALES

S'applique à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime d'enregistrement au titre des rubriques 2101-2 et 2102 de la nomenclature des installations classées
- arrêté ministériel du 30 septembre 2008 relatif aux prescriptions applicables aux dépôts de papier et carton relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 1530 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement

TITRE 2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

CHAPITRE 2.1 – PRESCRIPTION PARTICULIERE**articles 2.1.1 – gestion et stockage des effluents d'élevage**

En application de l'article 2 de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution par les nitrates, le GAEC des 3 communes doit mettre ses capacités de stockage d'effluents d'élevage en conformité avec la réglementation avant le 1er octobre 2016.

TITRE 3 – MODALITE D'EXECUTION, VOIES DE RECOURS

Article 3.1 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2 EXECUTION – AMPLIATION

La secrétaire générale de la Préfecture de la Côte d'Or, le Directeur Départemental de la Protection des Populations (DDPP) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire d'Eringes sont chargés chacun en ce qui les concerne à la bonne exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifié :

- au GAEC des 3 Communes

- aux maires de Eringes, Avosnes, Boux-sous-Salmaise, Bussy-le-Grand, Fresnes, Grignon, Lucenay-le-Duc, Massingy les Vitteaux, Menetreux-le-Pitois, Saffres, Seigny, Villeberny, Vitteaux.

ARTICLE 3.3 - DELAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L.514-6 du code de l'environnement)

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente (tribunal administratif – 22 rue d'Assas – 21016 DIJON CEDEX):

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction

administrative.

Fait à Dijon le 17 mars 2016

LA PREFETE
Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale

Signé Marie-Hélène VALENTE

ARRETE PREFECTORAL N° 716 du 17 mars 2016 autorisant la SARL GEVREY COMPOST à exploiter une plate-forme de compostage sur la commune de Gevrey-Chambertin (21220)

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement et modifiée notamment par les décrets n°2014-285 du 03 mars 2014 et n°2014-996 du 02 septembre 2014 ;

VU l'arrêté ministériel du 08 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU la norme française NFU 44-095 de mai 2002 (compost contenant des matières d'intérêt agronomique, issues du traitement des eaux) rendue d'application obligatoire par l'arrêté ministériel du 18 mars 2004 ;

VU la norme française NFU 44-051 d'avril 2006 (amendements organiques) rendue d'application obligatoire par l'arrêté ministériel du 21 août 2007 ;

VU la demande présentée le 22 décembre 2014 par la SARL GEVREY COMPOST, 5, rue des Murées 21121 AHUY en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une plate-forme de compostage sur le territoire de la commune de Gevrey-Chambertin (21220) ;

VU le dossier présenté le 12 mai 2015 par la SARL GEVREY COMPOST, 5, rue des Murées 21121 AHUY complétant la demande susvisée d'autorisation d'exploiter une plate-forme de compostage sur le territoire de la commune de Gevrey-Chambertin (21220) ;

VU l'arrêté préfectoral du 04/09/2015 portant ouverture d'une enquête publique, relative à une demande d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

VU le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes concernées par l'enquête publique ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12/02/2016 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques lors de la séance du 03 mars 2016 ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L 211-1 et L 511-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à surveiller et diminuer l'impact de l'épandage du compost non-normé ;

CONSIDERANT que le projet a été porté à la connaissance du demandeur ;

SUR proposition de la Secrétaire générale de la Préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1- PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

La SARL GEVREY COMPOST, 5, rue des Murées à 21121 AHUY est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Gevrey-Chambertin (21220) les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : NATURE DES INSTALLATIONS

Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Nature de l'activité	Volume autorisé (2)	Régime (1)
2780-2a	Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1	41,1 t/j (15 000 t/an)	A (3)
1532-3	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public	2500 m3	D

(1) A (autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou DC (déclaration soumis à contrôle périodique) ou D (déclaration) ou NC (non classé)

(2) Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans

l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier des dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 2.2 - Situation de l'établissement

Commune	Site	Section	Numéros
GEVREY-CHAMBERTIN	Lieu dit « Le PONTOT »	ZB	228 et 230

Le plan des installations figure en annexe I du présent arrêté. (*annexe consultable auprès du service concerné*)

Article 2.3 - Autres limites de l'autorisation

Article 2.3.1 - Conditions d'admission des matières traitées

Sont admissibles dans un centre de compostage pour la production de compost destiné à la mise sur le marché ou à l'épandage les seuls déchets et matières présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage.

Certains déchets, susceptibles d'évoluer en anaérobie et de générer des nuisances odorantes, doivent, dès que possible, le cas échéant après fragmentation, être mélangés avec des produits présentant des caractéristiques complémentaires (structurant, carboné, sec), dont l'installation doit disposer en quantité suffisante.

Le présent arrêté d'autorisation fixe la liste des natures de déchets et de matières que l'exploitant est autorisé à admettre dans son installation de compostage .

Natures et origines des matières :

Nom déchet	Type de déchets	Classification (R541-8)
Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche	Boues provenant du lavage et du nettoyage	02 01 01
	Déchets de tissus végétaux	02 01 03
	Fèces, urine et fumier (y compris paille souillée), effluents, collectés séparément et traités hors site	02 01 06
	Déchets provenant de la sylviculture	02 01 07
Déchets provenant de la préparation et de la transformation de la viande, des poissons et autres aliments d'origine animale	Boues provenant du lavage et du nettoyage	02 02 01
	Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 02 03
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents	02 02 04
Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles, alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, e la production de levures,	Boues provenant du lavage, du nettoyage, de l'épluchage, de la centrifugation et de la séparation	02 03 01
	Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 03 04

de la préparation et de la fermentation des mélasses	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents	02 03 05
Déchets provenant de la transformation du sucre	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents	02 04 03
	Déchets non spécifiés ailleurs	02 04 99
Nom déchet	Type de déchets	Classification (R541-8)
Déchets provenant de l'industrie des produits laitiers	Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 05 01
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents	02 05 02
Déchets de boulangerie, pâtisserie, confiserie	Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 06 01
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents	02 06 03
Déchets provenant de la production de boissons alcooliques et non alcooliques	Boues provenant du lavage, du nettoyage, et de la réduction mécanique des matières premières	02 07 01
	Déchets de la distillation de l'alcool	02 07 02
	Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 07 04
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents	02 07 05
Déchets provenant de la transformation du bois et de la production de panneaux et de meubles	Déchets d'écorce et de liège	03 01 01
	Sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04	03 01 05
Déchets provenant de la production et de la transformation de papier, de carton et de pâte à papier	Déchets d'écorce de bois	03 03 01
	Boue de désencrage provenant du recyclage du papier	03 03 05
	Refus fibreux, boues de fibres, de charge et de couchage provenant d'une séparation mécanique	03 03 10
	Boues provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents autres que celles visées à la rubrique 03 03 10	03 03 11

Déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure	Boues, notamment provenant du traitement <i>in situ</i> des effluents, sans chrome	04 01 07
Déchets provenant de centrales électriques et autres installations de combustion (sauf chapitre 19)	Mâchefers, scories et cendres sous chaudière (sauf cendres sous chaudière visées à la rubrique 10 01 04)	10 01 01
	Cendres volantes de tourbe et de bois non traité	10 01 03
Nom déchet	Type de déchets	Classification (R541-8)
Emballages et déchets d'emballages, absorbants, chiffons d'essuyage, matériaux filtrants et vêtements de protection non spécifiés ailleurs	Emballages en bois	15 01 03
Bois, verre et matières plastiques	Bois	17 02 01
Terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), cailloux et boues de dragage	Boues de dragage autres que celles visées à la rubrique 17 05 05	17 05 06
Déchets de compostage	Fraction non compostée des déchets municipaux et assimilés	19 05 01
	Fraction non compostée des déchets animaux et végétaux	19 05 02
	Compost déclassé	19 05 03
Déchets provenant du traitement anaérobie des déchets	Liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux	19 06 03
	Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets municipaux	19 06 04
	Liqueurs provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux	19 06 05
	Digestats provenant du traitement anaérobie des déchets animaux et végétaux	19 06 06
Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel	Boues provenant du traitement des eaux usées urbaines	19 08 05
Déchets provenant de la préparation d'eau destinée à la consommation	Boues de clarification de l'eau	19 09 02

humaine ou d'eau à usage industriel	Boues de décarbonatation	19 09 03
Déchets provenant du traitement mécanique des déchets non spécifié ailleurs	Bois autres que ceux visés à la rubrique 19 12 06	19 12 07
Nom déchet	Type de déchets	Classification (R541-8)
Fractions collectées séparément (sauf section 15 01)	Déchets de cuisine et de cantine biodégradables	20 01 08
	Huiles et matières grasses alimentaires	20 01 25
	Bois autres que ceux visés à la rubrique 20 01 37	20 01 38
Déchets de jardin et de parcs (y compris les déchets de cimetière)	Déchets biodégradables	20 02 01
Autres déchets municipaux	Déchets de marchés	20 03 02
	Déchets de nettoyage des rues	20 03 03
	Boues de fosse septiques	20 03 04

Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets ou de matières d'une nature différente de celle mentionnée dans le présent arrêté d'autorisation susceptible d'entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation initiale est portée à la connaissance du préfet.

Article 2.3.2 - Déchets interdits dans l'installation

L'admission des déchets suivants est interdite :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ;
- bois termités ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.
- déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés, même après prétraitement par désinfection

Article 2.3.3 - Critères d'admission des intrants

L'exploitant d'une installation de compostage élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des déchets admissibles. Avant la première admission d'un déchet dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet ou à la collectivité en charge de la collecte une information préalable sur la nature et l'origine du déchet et sa conformité par rapport au cahier des charges. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

Dans le cas du compostage de boues d'épuration destinées à un retour au sol, l'information préalable précise également :

- la description du procédé conduisant à la production de boues ;
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative dans les boues au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans ledit arrêté.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des cahiers des charges et des informations préalables qui lui ont été adressées

Article 2.3.4 – Procédure d'admission

Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée préalable hors site ou lors de l'admission et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.

Une estimation des quantités entrantes peut faire office de pesée si l'installation ne reçoit qu'une seule catégorie de déchets d'un seul producteur, si elle traite moins de 5000 t / an de déchets ou dans le cas où les seuls déchets compostés sont des déjections animales avec éventuellement des déchets verts.

Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des déchets végétaux fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- la date de réception, l'identité du transporteur et les quantités reçues ;
- l'identité du producteur des déchets ou de la collectivité en charge de leur collecte et leur origine avec la référence de l'information préalable correspondante ;
- pour les boues issues du traitement des eaux usées, les résultats des analyses aux fréquences prévues par l'arrêté du 8 janvier 1998 permettant d'attester de leur conformité aux limites de qualité exigées par ce texte ;
- la nature et les caractéristiques des déchets reçus avec le code correspondant de la nomenclature figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la date prévisionnelle de fin de traitement, correspondant à la date d'entrée du compost ou du déchet stabilisé sur l'aire de stockage des matières traitées.

Les livraisons refusées sont également signalées dans ce registre, avec mention des motifs de refus et de la destination des déchets refusés indiquée par le producteur ou la collectivité en charge de la collecte de ces déchets. Cette disposition relative à l'enregistrement des matières ne s'applique pas aux effluents produits par un élevage dont l'installation de compostage est connexe.

Les registres d'admission sont archivés pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles visées à l'article L. 255-9 du code rural.

Le mélange de divers déchets ou le retour en tête des composts dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables est interdit.

Article 2.3.5 - Sous-produits animaux

Avant toute admission de sous produits animaux dans le processus de compostage, l'exploitant est agréé en application du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine.

La demande d'agrément est faite auprès des services de la DDPP (direction départementale de la protection des populations).

Celle-ci est conforme aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 08 décembre 2011 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés en application du règlement (CE) n° 1069/2009 et du règlement (UE) n° 142/2011. Une copie de l'agrément est transmise à l'inspection des Installations Classées.

Les composts obtenus à partir de sous-produits animaux, qu'ils soient mis sur le marché, utilisés pour la fabrication

de matière fertilisante ou de support de culture ou épandus, doivent satisfaire aux critères microbiologiques définis dans ce règlement.

Article 2.3.6 – Aménagements généraux

L'entreposage des déchets et matières entrants doit se faire de manière séparée de celui des composts, selon leur nature, sur les aires identifiées réservées à cet effet. Les produits finis et déchets destinés à un retour au sol doivent être stockés par lots afin d'en assurer la traçabilité.

Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.

Article 2.4 – **Consistance des installations autorisées**

Les installations sont composées de la façon suivante :

- une aire de réception / broyage des déchets verts ;
- une aire de réception des boues et mélange avec les co-produits ;
- une aire de fermentation ;
- une aire de maturation ;
- une aire de criblage et stockage des refus de criblage ;
- une aire de stockage des composts finis ;
- une voie d'accès et de manœuvre des camions ;
- un bungalow utilisé par les salariés du site en tant que vestiaire, cuisine, sanitaires et douche ;
- un bungalow utilisé comme pour le stockage des échantillons ;
- un pont bascule ;
- un hangar de stockage de matériel comprenant un atelier pour l'entretien courant.

Article 2.5 – **Implantation**

L'installation n'est pas implantée dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.

L'installation est implantée de manière à ce que les différentes aires et équipements mentionnés à l'article 35.2 soient situés :

- à au moins 50 mètres des habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets. Cette distance minimale est portée de 50 à 200 mètres pour les aires signalées avec un astérisque (*) à l'article 35.2 lorsqu'elles ne sont pas fermées, avec traitement des effluents gazeux, et à 100 mètres pour lesdites aires d'installations compostant des effluents d'élevage connexes de l'établissement qui les a produits. La distance minimale de 200 mètres s'applique également aux installations, fermées ou non, qui traitent des déchets comportant des matières d'origine animale autres que les ordures ménagères résiduelles, la FFOM, les déchets d'aliments de la restauration, les déjections animales et les matières stercoraires ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, des rivages, des berges des cours d'eau, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires, ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ;
- à au moins 200 mètres des lieux publics de baignade et des plages ;
- à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles.

ARTICLE 3 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause,

elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur.

ARTICLE 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

ARTICLE 5 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

Article 5.1 - Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 5.2 - Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable tel que prévu à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant

Article 5.3 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 5.4 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 5.5 - Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

Article 5.6 - Cessation d'activité

Lorsque l'installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site vers les installations dûment autorisées ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 7 - ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-après :

Journal officiel	Intitulé
29/02/12	Arrêté ministériel modifié du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement.
27/10/11	Arrêté ministériel du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.
04/10/10	Arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
15/12/09	Arrêté ministériel modifié du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R. 512-33, R. 512-46-23 et R. 512-54 du Code de l'environnement.
07/07/09	Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
22/04/08	Arrêté ministériel modifié du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage ou de stabilisation biologique aérobie soumises à autorisation.
29/09/05	Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
29/07/05	Arrêté ministériel modifié du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.
02/02/98	Arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
08/01/98	Arrêté ministériel modifié du 08 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées.
23/01/97	Arrêté ministériel modifié du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
31/03/80	Arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

TITRE 2- GESTION DE L'ETABLISSEMENT
--

ARTICLE 8 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**Article 8.1 - Objectifs généraux**

L'installation est maintenue en parfait état d'entretien.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et de toute énergie en général, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 8.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les

vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 8.3 - Clôture et accès

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres est suffisamment résistante pour empêcher l'accès aux installations. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les issues sont fermées en dehors des horaires de travail.

ARTICLE 9 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 9.1 - Propreté

L'ensemble du site et des voies de circulation interne au site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Les abords de l'installation, notamment l'entrée du site et les émissaires des rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, sont mis en place en tant que de besoin.

Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

Article 9.2 - Esthétique

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

A cet effet, les éléments paysagers existants seront conservés, et complétés d'une haie végétale, permettant de compléter l'écran visuel depuis l'autoroute A31.

Article 9.3 - Dératisation – désinsectisation

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre les proliférations d'insectes et de rongeurs. Un mode opératoire, en vigueur sur le site, définit un plan de dératisation. Des mesures de désinsectisation avec des produits homologués seront réalisées en tant que de besoin.

ARTICLE 10 : DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

ARTICLE 11 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 12 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.
- Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents évoqués dans le dernier alinéa ci-dessus seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

ARTICLE 13 - RÉCAPITULATIF DES CONTRÔLES À EFFECTUER, DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION ET DES ÉCHÉANCES

Article 13.1 - Récapitulatif des contrôles à effectuer

Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Vérification du matériel électrique et des extincteurs	Annuelle
Matériel de détection de la radioactivité	Annuelle
Odeurs (débit d'odeur et, le cas échéant, étude de dispersion)	Tous les 10 ans ou sur demande de l'inspection
Niveaux sonores	Tous les 10 ans ou sur demande de l'inspection

Article 13.2 - Récapitulatif des documents à transmettre

Documents à transmettre	Périodicité / échéances
Porter à connaissance	À l'occasion de toute modification notable
Changement d'exploitant	Dans le mois suivant la prise en charge par le nouvel exploitant
Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
Bilan d'épandage	Annuelle
Résultat des études d'odeur	Dans le mois qui suit la réception du rapport par l'entreprise
Résultats des niveaux sonores et des émergences	Dans le mois qui suit la réception du rapport par l'entreprise
Rapport d'accident / incident	Sous 15 jours après l'accident / incident

TITRE 3- PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 14 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 14.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 14.2 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

Article 14.3 – Odeurs

Article 14.3.1 – Généralités

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les sources potentielles d'odeurs de grande surface non confinées (aire de stockage, andains, bassin de rétention des eaux...) sont implantées et exploitées de manière à minimiser la gêne pour le voisinage.

Les dispositions appropriées sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

Article 14.3.2 - Niveau et débit d'odeur

Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude d'impact, doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine, définies ci-après, dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5 uoE /m³ plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de compostage et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

La liste des principales sources odorantes, qu'elles soient continues ou discontinues et, après caractérisation de celles-ci est établie par l'exploitant de l'installation. Celui-ci réalise une étude de dispersion pour vérifier que son installation respecte l'objectif de qualité de l'air mentionné ci-dessus. En cas de non-respect de la limite de 5 uoE /m³ dans les conditions mentionnées à l'alinéa précédent, les améliorations nécessaires pour atteindre cet objectif de qualité de l'air doivent être apportées à l'installation ou à ses modalités d'exploitation.

L'étude de dispersion est réalisée aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité par un organisme compétent. Elle n'est toutefois pas obligatoire lorsque le débit d'odeur global de l'installation ne dépasse pas la valeur de 20 millions d'unités d'odeur européennes par heure en conditions normalisées pour l'olfactométrie (20.106 uoE/h) ou lorsque l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible.

Au sens du présent article sont à considérer comme zones d'occupation les habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ou établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets.

La mesure du débit d'odeur s'appuie sur la norme NF EN13725 et s'exprime en conditions normalisées pour l'olfactométrie, à savoir ramenée à une température de 20°C et une pression de 1013 hPa.

Article 14.3.3 – Bassins de rétention

Les bassins de rétention des eaux de ruissellement sont aérés en continu. Ils sont curés régulièrement afin d'éviter la stagnation prolongée de boues en fond de bassins.

Article 14.3.4 – Andains de fermentation

L'exploitant assure l'aération nécessaire des matières traitées pour éviter leur dégradation anaérobie.

Article 14.3.5 – Plaintes olfactives

L'exploitant tient à jour un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance avec une opération critique.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

En tant que de besoin, le préfet peut prescrire la réalisation d'un programme de surveillance renforcée permettant :

- soit de suivre un indice de gêne, de nuisance ou de confort olfactif renseigné par la population au voisinage de l'installation ;
- soit de qualifier, par des mesures d'intensité odorante, l'évolution du niveau global de l'impact olfactif de l'installation.

<p style="text-align: center;">TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES</p>

ARTICLE 15 - COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône méditerranée et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Vouge. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

ARTICLE 16 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

La conception de l'installation est réalisée de manière à ce qu'aucun prélèvement d'eau ne soit effectué, sur le réseau ou dans le milieu naturel.

L'unité de compostage représente une zone étanchéifiée. Les eaux de pluie sont récupérées dans deux bassins de ruissellement puis utilisées principalement pour l'arrosage des matières en cours de compostage. En cas de besoin, l'eau de ces bassins de ruissellement peut être épandue sur les parcelles faisant partie du plan d'épandage visé à l'article 26.

L'eau utilisée pour les installations sanitaires du personnel est acheminée et stockée dans une cuve.

ARTICLE 17 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES**Article 17.1- Dispositions générales**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement en provenance de l'extérieur du site et l'accumulation des eaux pluviales sur les aires visées à l'article 35.2.

Article 17.2 – Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- 1) l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- 2) les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- 3) les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- 4) les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- 5) les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 17.3 - Imperméabilisation de la plate-forme de compostage

Toutes les aires mentionnées à l'article 35.2 sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transitées, les jus et les éventuelles eaux de procédés.

Article 17.4 – Bassins de rétention

L'exploitant dispose de deux lagunes successives de traitement et de collecte dont la capacité totale est de 3000 m³. La totalité des eaux de ruissellement s'écoulent par phénomène gravitaire vers un poste de relevage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée. Ce poste remonte les eaux collectées vers les lagunes.

Ces deux lagunes sont étanches.

Article 17.5 - Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résistants dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 17.6 - Protection des réseaux internes à l'établissement

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

ARTICLE 18 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 18.1 – Dispositions générales

Les eaux de ruissellement sont collectées via la plate-forme étanche et dirigées vers les bassins de rétentions. Elles sont réutilisées pour arroser les tas dans le cadre du processus de compostage. Il n'y a pas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'égout.

Article 18.2 – Aménagement du point de prélèvements

Un point de contrôle en aval des bassins de rétention permet de contrôler la qualité des eaux.

Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Ce point est implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 18.3 - Gestion des eaux d'extinction incendie

Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux d'extinction, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé via les bassins de rétention.

L'exploitant s'assure en permanence de la disponibilité d'un volume utile suffisant pour recueillir les eaux polluées suite à un accident ou un incendie.

Une procédure est mise en place pour définir les interventions à réaliser en cas d'incendie ou de pollution.

TITRE 5 - GESTION DES DÉCHETS

Le présent chapitre fait référence aux déchets produits par l'établissement au cours de ses activités habituelles et non aux déchets reçus par l'établissement pour y être traités.

ARTICLE 19 - LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;

- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 20 - SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 21 - CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant traitement ou élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les tiers et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et autant que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

ARTICLE 22 - DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 23 - DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

ARTICLE 24 - TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de

déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Le cas échéant, les déchets évacués sont emballés conformément à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, en respectant les dispositions de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route (ADR). Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractère lisible :

- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant s'assure que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargés du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.

ARTICLE 25 - DÉCHETS DE COMPOSTAGE

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités des déchets liés à l'activité de compostage définis à l'article 8.2.1 du présent arrêté, et pour favoriser le recyclage ou la valorisation des matières conformément à la réglementation.

Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur. L'installation dispose d'un emplacement dédié à l'entreposage des déchets dangereux susceptibles d'être extraits des déchets destinés au compostage. Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution (combustion, réactions ou émanations dangereuses, envols, infiltrations, odeurs, ...) et évacués régulièrement.

ARTICLE 26 - ÉPANDAGE

L'exploitant tient à jour un registre des lots de déchets destinés à un retour au sol produits par l'exploitation, sur lequel il reporte :

- le type de déchet ;
- l'indication de chaque lot de déchets ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- les dates d'enlèvement et les destinataires de chaque lot de déchets et les masses correspondantes.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre des lots.

L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets et notamment ses déchets compostés en conformité avec la réglementation. Si les déchets compostés ou stabilisés sont destinés à l'épandage sur terres agricoles, celui-ci fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées à la section IV " Épandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Seul le compost qui ne répond pas à la norme est concerné par le plan d'épandage de l'exploitation.

Chaque lot de compost destiné à l'épandage fait l'objet d'une analyse. Les valeurs respectent les seuils fixés par l'arrêté du 8 janvier 1998 relatif à l'épandage des boues, utilisé comme référence réglementaire.

Une partie de l'eau des bassins de rétention visés à l'article 16 peut être épandue en cas de besoin. L'épandage de ces eaux de bassins doit se faire dans les mêmes conditions que celui du compost ne répondant pas à la norme, notamment en ce qui concerne l'enregistrement et les analyses.

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices; - un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances

indésirables apportées sur chaque unité culturelle et les résultats des analyses des sols ;

- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentative de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au préfet et aux agriculteurs concernés.

TITRE 6 – PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 27 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 27.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Article 27.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 27.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 28 – NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 28.1 - Valeurs limites d'émergence

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 28.2 - Valeurs limites en limites de propriété

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes :

PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités du site ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs limites admissibles fixées à l'article 27.1 dans les zones à émergence réglementée.

ARTICLE 29 - VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 – PREVENTION DES RISQUES

ARTICLE 30 - CARACTÉRISATION DES RISQUES

Article 30.1 - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 30.2 - État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 30.3 - Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 30.4 - Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Article 30.5 - Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

ARTICLE 31 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

Article 31.1 – Prévention du risque incendie

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute éventuelle propagation d'un sinistre.

Elle est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés. Les besoins éventuels en eau d'extinction incendie sont assurés par les eaux contenues dans les divers bassins prévus à cet effet sur le site.

Une réserve incendie d'une capacité permanente d'au moins 180 m³ est placée à l'entrée du site et est équipée d'une

prise d'aspiration « pompier » de diamètre 100 mm et d'une aire d'aspiration de 32 m² pour engin pompe suivant ces dimensions : 8 m x 4 m.

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Une surface au moins équivalente à celle de l'andain de fermentation ou de maturation le plus important est maintenue libre en permanence dans l'enceinte de l'installation pour faciliter l'extinction en cas d'incendie. Cette aire d'étalement est située hors de la zone des effets thermiques 8 kw/m² du scénario incendie stockage de biomasse.

Une procédure d'alerte avec le gestionnaire du tronçon autoroutier proche de l'installation est mise en œuvre par le pétitionnaire en cas de dégagement de fumées. Différentes mesures peuvent être déployées en fonction de l'importance des fumées.

Article 31.2 - Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accès aux différentes aires de l'installation telles que mentionnées à l'article 35.2 du présent arrêté est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie carrossable.

Article 31.3 – Bâtiments et locaux

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Article 31.4 - Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Article 31.5 - Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

ARTICLE 32 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 32.1 - Tuyauteries

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Article 32.2 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Pour les stockages à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

ARTICLE 33 - DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 33.1 - Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 33.2 - Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 30.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un «permis d'intervention» et éventuellement d'un «permis de feu» et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le «permis d'intervention» et éventuellement le «permis de feu» et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le «permis d'intervention» et éventuellement le «permis de feu» et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un «permis de feu». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 33.3 - Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 33.4 - Formation du personnel

L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :

- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier ;
- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;
- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;
- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;
- les déchets et les filières de gestion des déchets ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- les formalités administratives et contrôles à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions prévues ci-dessus.

Article 33.5 - Consignes générales d'intervention

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

ARTICLE 34 - SUBSTANCES RADIOACTIVES**Article 34.1 - Équipement de détection de matières radioactives**

L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrant et sortant et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs.

Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence a minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue. L'exploitant tient à la

disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

À l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique.

Article 34.2 - Mesures prises en cas de détection de déchets radioactifs

L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Ces personnes disposent d'une formation au risque radiologique.

Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place. En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries.

L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément.

La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive, à refuser le déchet et le retourner au producteur ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet.

En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'une zone d'attente spécifique, située à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes. L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.

TITRE 8 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 35 – INSTALLATION DE COMPOSTAGE

Article 35.1 – Définitions

- **Installation existante** : installation de traitement par compostage autorisée avant la date de publication du présent arrêté au Journal officiel, ou dont la demande d'autorisation d'exploiter a été déposée avant cette date.

- **Compostage** : procédé biologique aérobie contrôlé avec montée en température, qui permet l'hygiénisation et la stabilisation par dégradation/réorganisation de la matière organique et conduit à l'obtention d'un compost utilisable comme amendement ou engrais organique.

- **Lot** : une quantité de produits fabriquée dans un seul établissement sur un même site de production en utilisant des paramètres de production uniformes et qui est identifiée de façon à en permettre le rappel ou le retraitement si nécessaire.

- **Andain** : dépôt longitudinal de matière organique en fermentation formé lors du procédé de compostage, que le procédé se déroule en milieu ouvert ou fermé.

- **Fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM)** : déchets d'aliments et déchets biodégradables tels que définis à l'article 1er de l'arrêté du 9 septembre 1997 susvisé provenant des ménages.

- **Denrées non consommables** : aliments qui ne sont plus destinés à la consommation humaine notamment pour des raisons commerciales ou en raison de défauts de fabrication ou d'emballage et qui ne sont pas contenus dans la fraction fermentescible des ordures ménagères.

- **Rebuts de fabrication de produits destinés à la consommation humaine** : déchets d'aliments dérivés de la fabrication des produits destinés à la consommation humaine.

- **Concentration d'odeur (ou niveau d'odeur)** : niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par m³ (uoE/m³). Elle est obtenue suivant la norme NF EN 13 725.

- **Débit d'odeur** : produit du débit d'air rejeté exprimé en m³/h par la concentration d'odeur. Il s'exprime en unité d'odeur européenne par heure (uoE/h).

- **Retour au sol** : usage d'amendement ou de fertilisation des sols ; regroupe la destination des composts mis sur le marché et celle des déchets épandus sur terrain agricole dans le cadre d'un plan d'épandage.

- **Matière** : substance ou matériau organique, indépendamment de son statut de produit fini ou de déchet au sens des réglementations afférentes.

- Les matières produites par l'installation sont de deux catégories :

1. Les produits finis, correspondant aux matières fertilisantes et supports de culture conformes à une norme rendue d'application obligatoire ou bénéficiant d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente ou d'une autorisation de distribution pour expérimentation ;

2. Les déchets, parmi lesquels :

- 2 a : les matières intermédiaires, destinées à être utilisées comme matière première dans une autre installation classée, en vue de la production des produits finis visés ci-dessus. Elles doivent respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 en ce qui concerne les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés ;
- 2 b : les « déchets compostés » destinés à l'enfouissement ou au retour au sol après épandage ;
- 2 c : les autres déchets produits par l'installation.

Article 35.2 – Description des aires

Une installation de compostage comprend au minimum :

- une aire (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ;
- une aire (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ;
- une aire (ou équipement dédié) de préparation, le cas échéant ;
- une aire (ou équipement dédié) de fermentation aérobie ;
- une aire (ou équipement dédié) de maturation ;
- une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation, le cas échéant ;
- une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition, le cas échéant.

A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.

L'aire de stockage des composts finis est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.

Article 35.3 – Procédé de compostage

Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions indiquées à l'annexe II du présent arrêté.

Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée.

A l'issue de la phase aérobie, le compost est dirigé vers la zone de maturation.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies

au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.

Article 35.4 – Gestion et suivie des lots produits

L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.

Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;
- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process (réalisées conformément à l'annexe 1 du présent arrêté) ;
- dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets.

Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

Article 35.5 – Production

Article 35.5.1 – Nature et contrôle de la production

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis tels que définis à l'article 35.1 du présent arrêté à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Pour chaque matière intermédiaire telle que définie à l'article 35.1, l'exploitant doit respecter au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 concernant les éléments traces métalliques, composés traces organiques, inertes et impuretés. Il tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Article 35.5.2 – Registre de sortie

L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant :

- la date d'enlèvement de chaque lot ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- le ou les destinataires et les masses correspondantes.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

TITRE 9 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

ARTICLE 36 : PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 36.1 - Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance.

L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Article 36.2 - Auto surveillance des déchets

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

Article 36.3 - Auto surveillance des épandages

Article 36.3.1 - Cahier d'épandage

L'exploitant tient à jour un cahier d'épandage, comportant les informations suivantes :

- les quantités de déchets et/ou effluents épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les effluents et/ou déchets, avec les dates de prélèvements et de mesure, ainsi que leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

Article 36.3.2 - Auto surveillance des épandages

Le volume des effluents et/ou déchets épandus est mesuré soit par des compteurs horaires totalisateurs dont sont munies les pompes de refoulement, soit par mesure directe, soit par tout autre procédé équivalent.

L'exploitant effectue des analyses des effluents et/ou déchets lors de la première année d'épandage ou lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité.

Ces analyses sont renouvelées annuellement.

Les analyses portent sur les paramètres suivants :

- Taux de matières sèches ;
- Éléments de caractérisation de la valeur agronomique conformément à l'annexe VII-c de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé ;
- Éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents au vu de l'étude préalable ;
- Agents pathogènes éventuels.

Les sols sont analysés en des points représentatifs des parcelles ou zones homogènes conformément au 3e alinéa du I et au 4° du II de l'article 41 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé.

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices;
- un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses des sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentative de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaires qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan est adressée au préfet et aux agriculteurs concernés.

Article 36.4- Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 10 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Article 36.5 – Auto-surveillance des odeurs

L'exploitant réalise à ses frais tous les 10 ans, ou sur demande de l'Inspection des installations classées, un contrôle effectif des débits d'odeur rejetés.

En cas de non respect des dispositions de l'article 1.4.3.2 du présent arrêté, sur la qualité de l'air, les améliorations nécessaires doivent être apportées à l'installation. Pour ce faire une étude de dispersion des odeurs sera réalisée.

Ces mesures sont réalisées par un organisme ou une personne qualifiée, lors des périodes dites défavorables.

L'exploitant justifie le choix de(s) la période(s) retenues(s).

ARTICLE 37 : SUIVI, INTERPRETATION ET COMMUNICATION DES RESULTATS

Article 37.1 - Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application de l'article 36, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale des sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté sont consignés dans des registres et communiqués à l'inspection des installations classées selon des modalités et une fréquence fixées à l'article 38 du présent arrêté.

Article 37.2 - Transmission des résultats de l'auto surveillance des déchets

Les justificatifs évoqués à l'article 32.3.2 doivent être conservés 10 ans.

Article 37.3 - Analyse et transmission des résultats de la surveillance de l'épandage

Le cahier d'épandage mentionné à l'article 36.4 est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et archivé pendant 10 ans.

Article 37.4 - Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 36.5 sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 39 : NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie où est implanté l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte des mairies par les soins des Maires.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées, sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur le département.

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Lieutenant-Colonel Commandant du groupement de Gendarmerie de la Côte d'Or, le Directeur départemental de la Protection des Populations, le Directeur de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne, le Directeur Départemental des Territoires, le Directeur Départemental des

Services d'Incendie et de Secours, le Maire de la commune de GEVREY-CHAMBERTIN, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la COTE-D'OR dont copie sera adressée au Directeur des Services des Archives.

Fait à Dijon, le 17 mars 2016

LA PREFETE
Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale

signé Marie-Hélène VALENTE

Arrêté Préfectoral du 30 mars 2016 portant enregistrement Société SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE Commune de DIJON (21000) Installations de DIJON-EPIREY - Rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées

- VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- VU le SDAGE Rhône-Méditerranée, le SAGE en cours d'élaboration du bassin versant de la Tille, le contrat de rivière de la Tille, le PDEDMA, le PPA de Dijon, le PLU de Dijon, le SRCAE et le PNA pour les espèces menacées ;
- VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-7) du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la demande présentée en date du 2 novembre 2015 par la société SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE dont le siège social est au 35 rue Joseph Monier, 92500 RUEIL MALMAISON, pour l'enregistrement d'installations de travail mécanique des métaux et alliages (rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de DIJON et pour l'aménagement de prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;
- VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé ;
- VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 1997 portant autorisation de poursuivre l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement réglementant le fonctionnement des installations de la société SCHNEIDER ELECTRIC sise 6-8 rue du Bailly, 21000 DIJON ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1998 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité ;
- VU le courrier de la Préfecture de la Côte d'Or du 2 avril 2015 accordant le bénéfice de l'antériorité à l'exploitant pour ses installations sises 6-8 rue du Bailly, 21000 DIJON relevant du régime de la déclaration avec contrôles périodiques pour les rubriques 2560-B2, 2565-2b, 1185-2a et 2564-A2 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2015 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU l'absence d'observation du public recueillie entre le 23 décembre 2015 et le 23 janvier 2016 ;
- VU les observations des conseils municipaux consultés entre le 24 novembre 2015 et le 8 février 2016 ;
- VU le rapport du 9 février 2016 de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 3 mars 2016 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé ;

CONSIDÉRANT que les demandes, exprimées par la société SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE, de renforcement des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé permettent d'améliorer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, laissé dans un état comparable à celui de la période précédant l'exploitation de l'installation mise à l'arrêt et compatible avec le règlement d'urbanisme en vigueur ;

CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure autorisation

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Côte d'Or ;

A R R Ê T E

TITRE 1 – PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

Exploitant, durée, préemption

Les installations de la société SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE représentée par M. Michel MARMET, directeur de l'usine de DIJON-EPIREY dont le siège social est situé au 35 rue Joseph Monier, 92 500 RUEIL MALMAISON, faisant l'objet de la demande susvisée du 2 novembre 2015, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de DIJON, au 6-8, rue du Bailly, 21 078 DIJON CEDEX, section AI, parcelle n°153. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume
2560-B-1	« Travail mécanique des métaux et alliages » B. Autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1000 kW	Installations de travail mécanique des métaux.	1750 kW

Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

Commune	Sections	Parcelles
DIJON	AI	153

Les installations mentionnées à l'article 1.2.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Conformité au dossier d'enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 2 novembre 2015.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Mise à l'arrêt définitif

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, dans un état comparable à celui de la période précédant l'exploitation de l'installation mise à l'arrêt et compatible avec le règlement d'urbanisme en vigueur.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (art L 512-7) du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Arrêtés ministériels de prescriptions générales, Aménagements des prescriptions

En référence à la demande de l'exploitant (article R.512-46-5 du code de l'environnement), les prescriptions des articles :

- 14 et 19 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

sont complétées et renforcées par celles du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE II - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Dispositions spécifiques relatives à la lutte contre l'incendie

Pour assurer une lutte efficace contre l'incendie et optimiser l'intervention des moyens de secours extérieurs, en lieu et place des dispositions du troisième alinéa l'article 14 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

- L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres de moyens de lutte contre l'incendie pouvant fournir au minimum 330 m³ d'eau par heure pendant 2 heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).
- A défaut, une réserve d'eau d'au moins 660 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes

aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 330 m³/h pendant deux heures.

- L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau. L'exploitant réalise à cet effet périodiquement des essais de mesure des débits : un premier essai est effectué dans les 3 mois qui suivent le démarrage des activités, puis ces essais sont renouvelés a minima tous les 2 ans. Les enregistrements associés à ces essais sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Pour limiter l'impact environnemental en cas d'incendie, l'article 19 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013, est complété comme suit :

- le volume disponible nécessaire au confinement des eaux prévu à l'article 19 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 est au minimum de 868 m³.

TITRE III - MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Voies de recours

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 (Dijon) :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté est déposée à la mairie et peut y être consultée ;
- une copie de l'arrêté est publiée aux recueils des actes administratifs de la préfecture ;
- un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérants principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie, dans le ressort de laquelle est implantée l'installation pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.
- le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique ;
- le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'enregistrement ;
- une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté ;
- un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le ou les départements intéressés.

À la demande de l'exploitant, certaines dispositions peuvent être exclues de la publicité prévues par le présent article lorsqu'il pourrait en résulter la divulgation de secrets de fabrication.

Exécution

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte-d'Or, le Maire de DIJON, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté et le directeur de la société SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Services d'Archives Départementales ;
- M. le directeur de la société SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE ;
- M. le Maire de DIJON.

Fait à Dijon le 30 mars 2016

LA PRÉFÈTE
Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale,

signé Marie-Hélène VALENTE

SOUS-PREFECTURE DE MONTBARD

ARRETE PREFECTORAL du 31 mars 2016 PORTANT EXTENSION DU PERIMETRE DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DE SEMUR EN AUXOIS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 5212-2 et suivants, et L5211-18 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 décembre 1957 portant création du syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de Semur en Auxois ;

VU les arrêtés préfectoraux modificatifs des 25 juin 1958, 13 octobre 1961, 23 décembre 1968 portant extension territoriale ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 1999 portant modification statutaire et changement de nom ;

VU les arrêtés préfectoraux modificatifs des 31 août 2005, 17 janvier 2007, 27 décembre 2007 et 24 décembre 2010 ;

VU les délibérations des conseils municipaux des communes d'Arnay sous Vitteaux du 17 novembre 2015 et de Villeferry du 4 décembre 2015 demandant leur adhésion au syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de Semur en Auxois ;

VU la délibération en date du 19 novembre 2015 par laquelle le comité syndical du syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de Semur en Auxois a accepté l'adhésion des deux communes ;

VU les délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux des communes membres approuvant ces adhésions ;

VU l'avis de la commission départementale de la coopération intercommunale en date du 17 mars 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral n°1128/SG du 1^{er} janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Joël BOURGEOT, sous-préfet de l'arrondissement de Montbard ;

A R R E T E

ART. 1er : Les adhésions des communes d'Arnay sous Vitteaux et Villeferry au syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de Semur en Auxois sont autorisées.

ART. 2 : Les autres dispositions statutaires demeurent inchangées.

ART 3 : Monsieur le Président du syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de Semur en Auxois, Mesdames et Messieurs les Maires des communes d'Arnay sous Vitteaux, Villeferry, Aisy sous Thil, Bard les Epoisses, Benoisey, Bierre les Semur, Braux, Brianny, Champ d'Oiseau, Charigny, Chassey, Corrombles, Corsaint, Courcelles Frémoy, Courcelles les Semur, Dompierre en Morvan, Epoisses, Eringes, Flée, Forléans, Genay, Grignon, Jeux les Bard, Juillenay, Juilly, Lacour d'Arcenay, la Motte Ternant, Lantilly, la Roche en Brenil, Magny la Ville, Massingy les Semur, Millery, Molphey, Montberthault, Montigny Saint Barthélemy, Montigny sur Armançon, Montlay en Auxois, Moutiers Saint Jean, Pont et Massène, Précly sous Thil, Roilly, Rouvray, Saint Andeux, Saint Didier, Sainte Colombe, Saint Euphrône, Saint Germain de Modéon, Semur en Auxois, Sincey les Rouvray, Souhey, Thoste, Torcy et Pouligny, Toutry, Vic de Chassenay, Vic sous Thil, Vieux Château, Villars et Villenotte et Villeneuve sous Charigny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- Madame la Préfète de la Région Bourgogne Franche Comté, Préfète de la Côte d'Or,
- Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques de Bourgogne et de la Côte d'Or,
- Monsieur le Directeur Régional de l'INSEE ,
- Monsieur le Président de la Chambre Régionale des Comptes,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Côte d'Or,
- Monsieur le Directeur des Archives Départementales de la Côte d'Or,

Fait à MONTBARD, le 31 mars 2016

Le Sous-Préfet

signé Joël BOURGEOT

FRANCE DOMAINE

CONVENTION D'UTILISATION PENITENTIAIRE N° 021-2016-0119 DU 10 MARS 2016

Les soussignés :

1°- L'administration chargée des domaines, représentée par Madame Martine VIALLET , Directrice régionale des Finances publiques de Bourgogne-Franche Comté et du département de la Côte d'Or, dont les bureaux sont à DIJON 1, bis place de la Banque, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 1^{er} janvier 2016, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le ministère de la justice représenté par Monsieur Pierre DUFLOT, Directeur interrégional des services pénitentiaires Centre - Est de Dijon, dont les bureaux sont à Dijon 72 A, rue d'Auxonne, ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, préfète du département de la Côte d'Or, et sont convenus du dispositif suivant :

E X P O S E

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un immeuble [situé 3A, rue Ernest Lory à Dijon](#).

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

CONVENTION

Article 1^{er}

Objet de la convention

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R 2313-1 à R 2313-5 et R 4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du service public pénitentiaire l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

Article 2

Désignation de l'immeuble

Ensemble immobilier appartenant à l'Etat situé 3A, rue Ernest Lory à Dijon, d'une superficie totale de 95 m² (logement), sis sur une parcelle cadastrée section CN n° 413 d'une superficie de 1 ha 34 a 46 ca , tel qu'il figure sur le plan ci-annexé.

Cet immeuble est inscrit au référentiel de gestion immobilière de l'Etat sous le n° CHORUS 144537/196405/4 du Ministère de la Justice.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

Article 3

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 9 années entières et consécutives qui commence le 01/01/2016, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

Article 4

Etat des lieux

L'utilisateur occupant les lieux depuis plusieurs années, les parties conviennent qu'il ne sera pas procédé à un état des lieux.

Article 5

Ratio d'occupation

Sans objet.

Article 6

Etendue des pouvoirs de l'utilisateur

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1^{er} et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

Actuellement, l'immeuble est occupé par Madame MARIN, qui bénéficie d'un logement de fonction pour utilité ou nécessité absolue de service, selon arrêté en date du 24 Mai 2013.

Article 7

Impôts et taxes

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

Article 8

Responsabilité

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

Article 9

Entretien et réparations

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;
- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

L'utilisateur qui ne dispose pas des services ou compétences nécessaires peut, après information du propriétaire, déléguer à un tiers l'exécution des travaux sous sa responsabilité.

Néanmoins, et à terme, dans le cadre d'un avenant à la présente convention, l'exécution des travaux pourra revenir au propriétaire, dès lors que les crédits nécessaires auront été ouverts sur le budget de l'Etat-propriétaire.

Article 10

Engagements d'amélioration de la performance immobilière

Sans objet

Article 11

Loyer

Sans objet

Article 12

Révision du loyer

Sans objet

Article 13

Contrôle des conditions d'occupation

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter

des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1^{er}. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an maximum, le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

Article 14 ***Terme de la convention***

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31/12/2024.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- a) En cas de non-paiement à l'échéance du loyer ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- b) A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- c) Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige ;
- d) Lorsque le SPSI validé par le Préfet décidera d'une nouvelle implantation du service.

La résiliation est prononcée par le préfet.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Dijon, le 10 Mars 2016

Le représentant du service utilisateur,
Le secrétaire Général
Signé B. CHIDAINE

Le représentant de l'administration
chargée des domaines,

Signé Marie-Claude LUDDENS

Le préfet,
La Secrétaire Générale

Signé Marie-Hélène VALENTE

CONVENTION D'UTILISATION PENITENTIAIRE N° 021-2016-0118 du 10 mars 2016

Les soussignés :

1°- L'administration chargée des domaines, représentée par Madame Martine VIALLET, Directrice régionale des Finances publiques de Bourgogne Franche Comté et du département de la Côte d'Or, dont les bureaux sont à DIJON 1, bis place de la Banque, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 1^{er} janvier 2016, ci-après dénommée le propriétaire,

D'une part,

2°- Le ministère de la justice représenté par Monsieur Pierre DUFLOT, Directeur interrégional des services pénitentiaires Centre - Est de Dijon, dont les bureaux sont à Dijon 72 A, rue d'Auxonne, ci-après dénommé l'utilisateur,

D'autre part,

se sont présentés devant nous, préfet du département de la Côte d'Or, et sont convenus du dispositif suivant :

E X P O S E

L'utilisateur a demandé, pour l'exercice de ses missions, la mise à disposition d'un immeuble [situé 8, rue Pierre Larousse à Dijon](#) .

Cette demande est mise en œuvre dans les conditions fixées par la présente convention et par les circulaires du Premier ministre n° 5362/SG et n° 5363/SG du 16 janvier 2009 relatives à la politique immobilière de l'Etat.

CONVENTION

Article 1^{er}

Objet de la convention

La présente convention, conclue dans le cadre des dispositions des articles R 2313-1 à R 2313-5 et R 4121-2 du code général de la propriété des personnes publiques, a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du service public pénitentiaire, **afin d'y loger le directeur**, l'ensemble immobilier désigné à l'article 2 selon les modalités fixées par les articles suivants.

Article 2_

Désignation de l'immeuble

Ensemble immobilier appartenant à l'Etat sis à 8, rue Pierre Larousse à Dijon, d'une superficie totale de **208** m², sur une parcelle cadastrée section EH n° 242 d'une superficie de 5 a 77 ca, tel qu'il figure sur le plan ci-annexé. Cet immeuble est inscrit au référentiel de gestion immobilière de l'Etat sous le n° CHORUS 136055/207986/3 du Ministère de la Justice.

Sauf prescription contraire, les dispositions de la présente convention s'appliquent automatiquement aux constructions nouvelles qui viendraient à être édifiées sur la dépendance domaniale désignée ci-dessus. Le propriétaire est informé de la réalisation de toute nouvelle construction.

Article 3

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de **9** années entières et consécutives qui commence le 01/01/2016, date à laquelle les locaux sont mis à la disposition de l'utilisateur.

La présente convention prend fin dans les conditions prévues à l'article 14.

Article 4

Etat des lieux

L'utilisateur occupant les lieux depuis plusieurs années, les parties conviennent qu'il ne sera pas procédé à un état des lieux.

Article 5

Ratio d'occupation

Sans objet.

Article 6*Etendue des pouvoirs de l'utilisateur*

6.1. L'usage de l'ensemble immobilier objet de la présente convention est strictement réservé au service désigné à l'article 1^{er} et pour l'objet mentionné au même article.

6.2. Locations, autorisations d'occupation, et autres droits qui pourraient être consentis sur l'ensemble immobilier qui fait l'objet de la convention d'utilisation.

L'occupation par un tiers de cet immeuble pendant la durée de la convention donne lieu à la délivrance d'un titre d'occupation, dans les conditions de droit commun. Préalablement à sa délivrance, l'utilisateur en informe le propriétaire.

Actuellement, l'immeuble est occupé par Monsieur Pierre DUFLLOT, Directeur interrégional des services pénitentiaires Centre - Est de Dijon, qui bénéficie d'un logement de fonction par nécessité absolue de service, selon arrêté en date du 12 avril 2011.

Article 7*Impôts et taxes*

L'utilisateur acquitte l'ensemble des taxes et contributions afférentes à l'immeuble qui fait l'objet de la présente convention.

Article 8*Responsabilité*

L'utilisateur assume, sous le contrôle du propriétaire, l'ensemble des responsabilités afférentes à l'immeuble désigné à l'article 2 pour la durée de la présente convention.

Article 9*Entretien et réparations*

L'utilisateur supporte l'ensemble des dépenses d'entretien courant et de petites réparations relatives à l'immeuble désigné à l'article 2.

L'utilisateur convient, avec le propriétaire, d'une programmation pluriannuelle des travaux qui s'appuie sur son contrat d'objectifs (ou sa lettre de mission ou tout document en tenant lieu).

La réalisation des dépenses d'entretien lourd mentionnées à l'annexe 1 à la charte de gestion du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat », à la charge du propriétaire, est confiée à l'utilisateur qui les effectue, sous sa responsabilité, pour le compte du propriétaire :

- avec les dotations inscrites sur son budget ;
- avec les dotations du programme 309 « Entretien des bâtiments de l'Etat » qui ont vocation à prendre le relais des premières.

L'utilisateur qui ne dispose pas des services ou compétences nécessaires peut, après information du propriétaire, déléguer à un tiers l'exécution des travaux sous sa responsabilité.

Néanmoins, et à terme, dans le cadre d'un avenant à la présente convention, l'exécution des travaux pourra revenir au propriétaire, dès lors que les crédits nécessaires auront été ouverts sur le budget de l'Etat-propriétaire.

Article 10*Engagements d'amélioration de la performance immobilière*

Sans objet

Article 11*Loyer*

Sans objet

Article 12*Révision du loyer*

Sans objet

Article 13*Contrôle des conditions d'occupation*

Lorsque la mise en œuvre de ce contrôle permet de constater que l'immeuble est devenu inutile ou inadapté aux besoins de l'utilisateur, le propriétaire en informe l'utilisateur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour apporter des éléments de réponse. Le propriétaire dispose ensuite d'un nouveau délai d'un mois pour répondre à ces observations.

A l'issue de ce délai, le préfet peut mettre en demeure le service utilisateur de restituer les surfaces devenues inutiles à l'accomplissement du service public mentionné à l'article 1^{er}. Dans ce cas, la présente convention fait l'objet d'un avenant.

Si à l'expiration d'un délai d'un an maximum, le service utilisateur n'a pas donné suite à l'objet de la mise en demeure, la présente convention est résiliée par le préfet qui détermine la nouvelle localisation du service.

Article 14*Terme de la convention*

14.1. Terme de la convention :

La présente convention prend fin de plein droit le 31/12/2024.

Elle prend également fin lorsque la cession de l'immeuble a été décidée, selon les règles prévues par le code général de la propriété des personnes publiques.

14.2. Résiliation anticipée de la convention :

La convention peut être résiliée avant le terme prévu :

- En cas de non-paiement à l'échéance du loyer ou de non-respect par l'utilisateur d'une autre obligation, dans un délai de six mois après mise en demeure ;
- A l'initiative de l'utilisateur moyennant le respect d'un préavis de six mois, sauf en cas d'urgence ;
- Lorsque l'intérêt public, tel qu'il est déclaré par le préfet dans une lettre adressée aux signataires de la présente convention, l'exige ;
- Lorsque le SPSI validé par le Préfet décidera d'une nouvelle implantation du service.

La résiliation est prononcée par le préfet.

Un exemplaire du présent acte est conservé à la préfecture.

Dijon, le 10 Mars 2016

Le représentant du service utilisateur,
Le Secrétaire Général

Signé B. CHIDAINE

Le représentant de l'administration
chargée des domaines,

Signé Marie-Claude LUDDENS

Le préfet,
La Secrétaire Générale

Signé Marie-Hélène VALENTE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE PRÉSERVATION ET AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE - BUREAU CHASSE-FORÊT

ARRÊTE PRÉFECTORAL DU 31 MARS 2016 PORTANT APPLICATION DU RÉGIME FORESTIER

VU les articles L.214-3, R.214-2 et R.214-8 du code forestier ;

VU la délibération en date du 20 novembre 2015 par laquelle le conseil municipal de la commune de MIREBEAU-SUR-BEZE sollicite l'application du régime forestier à des terrains boisés situés sur son territoire communal ;

VU l'avis favorable de l'office national des forêts en date du 8 mars 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 mars 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc IEMMOLO, directeur départemental des territoires de Côte-d'Or ;

VU l'arrêté du 10 mars 2016 portant délégation de signature aux agents de la Direction départementale des territoires de Côte-d'Or ;

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Côte-d'Or ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Désignation des terrains

L'application du régime forestier est prononcée pour les terrains d'une surface totale de 14,7907 hectares appartenant à la commune de MIREBEAU-SUR-BEZE et ainsi cadastrés :

Commune de situation	Référence cadastrale	Surface cadastrale totale (ha)	Surface concernée (ha)
MIREBEAU-SUR-BEZE	A 74	1,0642	1,0642
	A 76	1,8674	1,8674
	A 153	0,1596	0,1596
	A 154	0,7300	0,7300
	A 156	1,0020	1,0020
	A 171	1,0890	1,0890
	ZA 103	2,2040	2,2040
	ZM 68	0,6975	0,6975
	ZM 104	3,9660	3,9660
	ZM 105	0,4389	0,4389
	ZM 106	0,2460	0,2460
	ZM 107	0,2231	0,2231
	ZM 111	0,4540	0,4540
ZM 123	0,6490	0,6490	
TOTAL			14,7907

Article 2 : Date d'effet et publication

L'application du régime forestier aux terrains mentionnés à l'article 1 entrera en vigueur après publication conformément à l'article L.2122-27 (1^{er} alinéa) du code général des collectivités territoriales, dans les communes de situation des bois, du présent arrêté par le maire de la commune de MIREBEAU-SUR-BEZE.

L'accomplissement de cette formalité d'affichage sera certifiée auprès de la direction départementale des territoires par le maire de la commune concernée.

Le présent arrêté sera par ailleurs inséré dans le recueil des actes administratifs du département.

Article 3 : Notification de l'arrêté préfectoral

La présente décision sera notifiée à :

- Monsieur le maire de la commune de MIREBEAU-SUR-BEZE ;
- Monsieur le directeur de l'agence Bourgogne-Est de l'office national des forêts.

Article 4 : Exécution de l'arrêté préfectoral

Le maire de la commune concernée, le délégué départemental de l'office national des forêts et le directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte-d'Or.

Pour la préfète et par délégation,
Pour Directeur départemental des territoires,
Le responsable du bureau chasse-forêt,

Signé Laurent TISNE

SERVICE DE L'EAU ET DES RISQUES

ARRETE PREFECTORAL n°746 du 22 mars 2016 portant modification de la composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de l'Ouche

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 212-4 et R 212-29 à R 212-34 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée du 3 décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2006 portant ouverture de la procédure d'élaboration du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de l'Ouche et délimitant son périmètre,

VU l'arrêté préfectoral n°763 du 13 décembre 2013 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de l'Ouche ;

VU l'arrêté préfectoral n° 712 du 13 novembre 2014 portant renouvellement de la composition de la commission locale de l'eau chargée de l'élaboration, de l'actualisation et du suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de l'Ouche, modifié par l'arrêté n°56 du 2 février 2015 et par l'arrêté n°775 du 16 octobre 2015 ;

VU la délibération du conseil régional Bourgogne-Franche-Comté du 21 janvier 2016 ;

VU la circulaire du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire du 21 avril 2008 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2014 ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Côte-d'Or ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : Composition

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 712 du 13 novembre 2014 fixant la composition de la commission locale de l'eau chargée de l'élaboration, de l'actualisation et du suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de l'Ouche est modifié comme suit :

Collège des représentants des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale

a) Représentant du conseil régional (1 membre)

Conseil régional Bourgogne Franche-Comté **M. Stéphane WOYNAROSKI**

Le reste de l'arrêté demeure sans changement.

Article 2 : Publication

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte-d'Or et mis en ligne sur le site internet www.gesteau.eaufrance.fr.

Article 3: Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Côte-d'Or, les directeurs des services de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'ensemble des membres de la commission.

A DIJON, le 22 mars 2016

La préfète,
Pour la préfète et par délégation,
La secrétaire générale,

signé Marie-Hélène VALENTE

ARRETE PREFECTORAL n°747 du 22 mars 2016 portant modification de la composition de la commission locale de l'eau du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Vouge.

VU le code de l'environnement et notamment les articles L 212-4 et R 212-29 à R 212-34 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée du 3 décembre 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 février 1998 délimitant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin de la Vouge ;

VU l'arrêté préfectoral n°113 du 3 mars 2014 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Vouge révisé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 692 du 29 octobre 2014 portant renouvellement de la composition de la commission locale de l'eau chargée de l'élaboration, de l'actualisation et du suivi du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Vouge ;

VU les délibérations du conseil départemental de la Côte-d'Or du 24 avril 2015, de l'établissement public

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE BOURGOGNE**DIRECTION DE L'ORGANISATION DES SOINS**

Décision n° DOS/ASPU/051/2016 du 31 mars 2016 autorisant Madame Mathilde LAVOISIER, docteur en médecine, à assurer la détention, le contrôle, la gestion et la dispensation des médicaments de l'antenne du centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) « TIVOLI » sise 10 avenue Charles Jaffelin à BEAUNE (21200).

VU le code de la santé publique, et notamment les articles L. 3411-5, D. 3411-9 et D. 3411-10 ;

VU la circulaire n° DGS/MC2/2009/311 du 5 octobre 2009 relative aux médicaments dans les centres de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) ;

VU la décision n° 2016-003 en date du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne – Franche-Comté ;

VU la demande d'autorisation présentée par le directeur général de l'association SEDAP le 14 mars 2016 en vue d'autoriser Madame Mathilde LAVOISIER, docteur en médecine, à assurer la détention, le contrôle, la gestion et la dispensation des médicaments de l'antenne du centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) « TIVOLI » sise 10 avenue Charles Jaffelin à BEAUNE (21 200) ;

CONSIDÉRANT que Madame le docteur Mathilde LAVOISIER justifie :

- être de nationalité française
- être titulaire du diplôme de docteur en médecine délivré par l'Etat (Université de Bourgogne) le 07 novembre 1995
- être inscrit au tableau départemental de l'Ordre des médecins sous le numéro 21/4659 et au répertoire partagé des professionnels de santé (RPPS) sous le n° 10001950723 ;

CONSIDÉRANT que Madame le docteur Mathilde LAVOISIER intervient au sein de l'antenne du centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) « TIVOLI » sise 10 avenue Charles Jaffelin à BEAUNE (21 200).

D E C I D E

Article 1^{er} : Madame le docteur Mathilde LAVOISIER, médecin salarié de l'association SEDAP, sise 30 boulevard de Strasbourg à DIJON (21 000), est autorisée à assurer la détention, le contrôle, la gestion et la dispensation des médicaments de l'antenne du centre de soins d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) « TIVOLI » sise 10 avenue Charles Jaffelin à BEAUNE (21 200), laquelle est gérée par l'association SEDAP.

Article 2 : les modalités de détention et de conservation des médicaments doivent être conformes aux dispositions de l'article D. 3411-10 du code de la santé publique et de l'arrêté du 22 février 1990 relatif aux conditions de détention des substances et préparations classées comme stupéfiants.

Article 3 : Le directeur de l'organisation des soins de l'ARS de Bourgogne – Franche-Comté est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Bourgogne – Franche-Comté et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de Côte d'Or. Elle sera notifiée à Monsieur Emmanuel BENOIT, directeur général de l'association SEDAP, ainsi que :

- à Madame le docteur Mathilde LAVOISIER ;

- au président du conseil départemental de l'Ordre des médecins de la Côte d'Or.

Fait à DIJON, le 31 mars 2016

Pour le directeur général,
le directeur de l'organisation des soins,

Signé Didier JAFFRE

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE ET DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI
--

ARRÊTÉ du 1^{er} avril 2016 PORTANT AGRÉMENT d'entreprise solidaire d'utilité sociale

VU la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

VU le décret n°2015-719 du 23 juin 2015 relatif à l'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »,

VU l'arrêté du 5 août 2015 fixant la composition du dossier de demande d'agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »,

VU le code du travail, notamment ses articles L 3332-17-1 et R 3332-21-1 à R3332-21-5,

VU l'arrêté préfectoral n° 95/SG du 14 janvier 2016 donnant délégation de signature à M. Jean RIBEIL, Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Bourgogne – Franche-Comté,

VU l'arrêté préfectoral n° 06/2016-1 du 5 février 2016 portant subdélégation de signature à Mme Anne BAILBÉ, responsable de l'Unité Départementale de Côte d'Or,

VU la demande d'agrément d'entreprise solidaire d'utilité sociale présentée le 18 mars 2016 par M. Frédéric LENOIR, Président Directeur Général de la SCOOP ICO IMPRIMERIE dont le siège social est situé 17 – 19 rue des Corroyeurs - 21000 DIJON,

A R R Ê T É

Article 1 L'agrément d'entreprise solidaire d'utilité sociale de la SCOOP « **ICO IMPRIMERIE** » dont le siège social est situé 17 – 19 rue des Corroyeurs - 21000 DIJON est **accordé pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} avril 2016.**

La demande de renouvellement devra être déposée dans les conditions fixées par l'article R 3332-21-3 du code du travail.

Article 2 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Dijon, le 1^{er} avril 2016

Pour la Préfète de Département,
et par subdélégation du Directeur Régional de la DIRECCTE,
Pour la Directrice de l'Unité Départementale empêchée,
La Directrice adjointe emploi,

Signé Françoise JACROT

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION du 4 avril 2016 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n° SAP/532315280 -
Déclaration formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

C O N S T A T E

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - Unité Départementale de la Côte d'Or le 31 mars 2016 par **M. CORNUET Jérôme**, gérant de la SARL CORNUET COTE JARDIN dont le siège social est situé ZA LES BONNES FILLES – 21200 LEVERNOIS et enregistrée sous le n° SAP/532315280 pour les activités suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage

Ces activités sont effectuées en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif, ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte d'Or.

Fait à Dijon, le 4 avril 2016

Pour la Préfète de Département,
et par subdélégation du Directeur Régional de la DIRECCTE,
Pour la Directrice de l'Unité Départementale empêchée,
La Directrice adjointe emploi,

Signé Françoise JACROT

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION du 4 avril 2016 d'un organisme de services à la personne enregistré sous le n° SAP/489169615 -
Déclaration formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

C O N S T A T E

Qu'une déclaration d'activités de services à la personne a été déposée auprès de la DIRECCTE - Unité Départementale de la Côte d'Or le 31 mars 2016 par **M. CRUCET Frédéric** en qualité d'entrepreneur

individuel représentant l'organisme CRUCET Frédéric dont le siège social est situé 26 rue Gaudot – 21410 MALAIN et enregistrée sous le n° SAP/489169615 pour les activités suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage

Ces activités sont effectuées en qualité de prestataire.

Toute modification concernant les activités exercées devra faire l'objet d'une déclaration modificative préalable.

Sous réserve d'être exercées à titre exclusif, ces activités ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale dans les conditions prévues par ces articles.

Les effets de la déclaration courent à compter du jour de la demande de déclaration, conformément à l'article R.7232-20 du code du travail.

Toutefois, en application des articles L.7232-1 et R.7232-1 à R.7232-17, les activités nécessitant un agrément (I de l'article D.7231-1 du code du travail) n'ouvrent droit à ces dispositions que si la structure a préalablement obtenu l'agrément ou le renouvellement de cet agrément.

Le présent récépissé n'est pas limité dans le temps.

L'enregistrement de la déclaration peut être retiré dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Côte d'Or.

Fait à Dijon, le 4 avril 2016

Pour la Préfète de Département,
et par subdélégation du Directeur Régional de la DIRECCTE,
Pour la Directrice de l'Unité Départementale empêchée,
La Directrice adjointe emploi,

Signé Françoise JACROT

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DÉLÉGUÉE DE LA COHÉSION SOCIALE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 4 du 14 mars 2016 portant abrogation de l'arrêté n°198/SG du 13 mars 2011 portant création d'une régie d'avances auprès du directeur départemental de la cohésion sociale de la Côte d'Or

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret du 17 décembre 2015 nommant Mme Christiane BARRET, préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté, préfète de la Côte d'Or (hors classe) ;

VU le décret n° 2015-1867 du 30 décembre 2015, relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;

VU l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001,

VU l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes (s'il y a lieu),

VU l'arrêté du 28 janvier 2002 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances,

VU l'arrêté interministériel du 17 décembre 2010, habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et/ou d'avances de l'État auprès des directions départementales de la cohésion sociale,

VU l'arrêté préfectoral n°198/SG du 13 mars 2011 portant création d'une régie d'avances auprès du directeur départemental de la cohésion sociale de la Côte d'Or,

VU l'arrêté préfectoral n°375 du 7 septembre 2012 abrogeant et remplaçant l'arrêté du 13 mai 2011 et portant désignation d'un régisseur d'avances et de son suppléant auprès de la direction départementale de la cohésion sociale de la Côte d'Or

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1er : L'arrêté préfectoral n°198/SG du 13 mars 2011 portant création d'une régie d'avances auprès du directeur départemental de la cohésion sociale de la Côte d'Or est abrogé.

ARTICLE 2 : La date effective de clôture de la régie d'avance est fixée au 31 janvier 2016.

ARTICLE 3 : Il est mis fin aux fonctions de régisseur d'avances auprès de la direction départementale de la cohésion sociale de la Côte d'Or, assurées par Madame Stéphanie PRAT.

ARTICLE 4 : Il est mis fin aux fonctions de suppléant au régisseur d'avances auprès de la direction départementale de la cohésion sociale de la Côte d'Or, assurées par Monsieur Jean-Guy AURENCHE.

ARTICLE 5 : Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Côte d'Or et Madame la directrice régionale des finances publiques de la Bourgogne Franche-Comté sont chargées, chacune en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs.

Fait à Dijon, le 15 mars 2016

Pour la préfète et par délégation,
la secrétaire générale

Signé Marie-Hélène VALENTE

L'intégralité des documents de ce recueil est disponible auprès des services visés en en-tête

Le Directeur de la Publication :
Madame la Préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté
Préfète du département de la Côte-d'Or
Dépôt légal 2ème trimestre 2016 - Atelier PAO/REPROGRAPHIE